



Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

**Et si nous étions « source »
d'eau pour tous ?**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

Et si nous étions « source » d'eau pour tous?

L'eau du monde est en péril... le thème de la prochaine édition du Salon Valériane est révélateur de l'enjeu fondamental des ressources d'eau dans le monde. Bien qu'indispensable à la vie, l'eau manque. Et ceci nous concerne. D'abord parce que notre manière de consommer ici a des implications sur l'accès à l'eau là-bas, dans les pays en voie de développement. Mais aussi parce que nous avons, en tant que citoyens, notre mot à dire face aux décisions politiques et économiques en matière d'accès à l'eau.

L'eau, source de vie !

L'eau est source de vie et de bien-être : boire, laver, nager... j'en utilise tous les jours, parfois sans y réfléchir. J'ouvre le robinet et l'eau coule.

Personne ne peut survivre après trois jours sans eau. L'eau devrait donc être accessible à tous. Pourtant, à l'heure actuelle, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable et 2,6 milliards d'êtres humains sont privées d'accès à des toilettes répondant à des critères d'hygiène. Il en résulte une propagation inévitable de maladies transmises par l'eau, causant la mort de 6000 enfants chaque jour.¹

L'eau est rare !

Pourquoi ces chiffres ? Si certaines causes de ce manque d'eau sur terre sont naturelles, d'autres sont dues à des comportements humains.

En effet, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'eau est rare ! D'une part parce que c'est la même eau qui circule depuis des millions d'années alors que la population mondiale ne cesse de s'accroître; d'autre part, parce que l'eau douce ne représente que 3% de l'eau de la planète... Si un grand seau représentait l'eau de mer, l'eau gelée des pôles tiendrait dans une tasse à café et toute l'eau potable disponible dans moins d'une cuillère à café. Enfin, l'eau est une ressource inégalement répartie : neuf pays se partagent 60% des réserves d'eau douce du monde. Il s'agit du Brésil, de la Russie, des États-Unis, du Canada, de la Chine, de l'Indonésie, de l'Inde, de la Colombie et du Pérou.

Mais l'eau est aussi une ressource inégalement consommée. C'est le secteur de l'agriculture qui consomme le plus : 70% de l'eau consommée alors que 20% va à l'industrie et 10% à la consommation domestique². L'eau est également très révélatrice de ce déséquilibre dans la consommation : alors qu'on estime qu'un habitant de l'UE consomme quotidiennement entre 250 et 300 litres d'eau, un africain n'en consomme que 30.

Et vous ? à quoi utilisez-vous l'eau dans une journée ?

L'eau, source de conflits

Deux tiers des fleuves et des grandes rivières du monde traversent plusieurs États. Il y a donc une interdépendance de nombreuses régions en ce qui concerne l'approvisionnement en eau.

¹ Source : WaterAid.

² Moyenne mondiale.

Par exemple, 33% des cours d'eau en Belgique ont leur source située en dehors de ses frontières,

Comment les pays gèrent-ils leur accès à l'eau ? Par le conflit ou par la coopération?

Jusqu'à présent, souligne le géographe Aaron T. Wolf, les États entre eux seraient généralement portés à négocier plutôt qu'à passer à l'affrontement armé. Ce chercheur de l'Oregon University a analysé chacun des différends liés à l'eau qui ont opposé deux ou plusieurs États durant les cinquante dernières années. Sur les 1800 litiges recensés, deux tiers d'entre eux sont apparus dans le cadre d'une coopération (enquêtes scientifiques communes, signature d'un accord...); 80% des incidents du dernier tiers se sont limités à des menaces verbales. Au total, Aaron Wolf « ne » recense « que » trente-sept incidents internationaux violents liés à l'eau durant les cinquante dernières années... dont trente entre Israël et l'un ou l'autre de ses voisins.

Dans la guerre entre Israël et la Palestine, tout comme dans les relations entre Israël et ses autres voisins, on ne peut faire abstraction de la question de l'eau. Pour ses ressources en eau, Israël dépend :

- du Jourdain (fleuve frontière qui alimente le lac de Tibériade, des quatre rivières dont la réunion forme le Jourdain, une seule prend sa source en Israël) ;
- du Golan syrien (véritable château d'eau régional occupé par Israël depuis 1967) ;
- des nappes phréatiques situées en Cisjordanie, où le forage de nouveaux puits a été interdit aux Palestiniens qui ne disposent depuis lors que de 10% des ressources en eau, 90% étant captées par les Israéliens.

Et demain?

D'après les recherches du même auteur, le comportement d'Israël dans la gestion de l'accès à l'eau serait donc une exception... jusqu'à maintenant du moins, car l'ONU identifie 300 zones de conflits potentiels.

Pour Larbi Bouguerra, auteur du livre "*Des Batailles de l'eau. Pour un bien commun de l'humanité*", un monde où l'accès à l'eau est menacé, est un monde dangereux. L'eau serait donc une ressource si importante et stratégique qu'elle pourrait accentuer les menaces sur la paix dans le monde.

Une volonté politique et des sous

Sont en cause également, notre actuel mode de vie et de consommation et l'utilisation non durable des ressources disponibles. Riccardo Petrella³ dénonce la « pétrolisation » de l'eau, terme qui désigne sa marchandisation. On parle aujourd'hui de « l'or bleu »... comme on parle de l'« or noir » pour désigner le pétrole.

Si nous continuons à gérer l'eau comme nous le faisons aujourd'hui, on peut craindre que de plus en plus d'êtres humains manquent de l'eau nécessaire à leur existence. D'après l'UNESCO⁴, dans 20 ans, quelque 2,4 milliards de personnes (sur une population totale de 8 milliards d'êtres humains) manqueront de l'eau nécessaire à leur existence.

³ fondateur du Comité international pour un contrat de l'eau créé en 1997, auteur de « L'eau, bien commun public. Alternatives à la « pétrolisation » de l'eau ».

⁴ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Depuis 2004, les ONG *Justice et Paix* et *Entraide et Fraternité* se sont engagées dans une campagne sur l'eau... ressource vitale qui doit donc être reconnue comme un droit pour toutes et tous ! L'accessibilité pour tous à une eau de qualité est une question de choix politique.

C'est la raison pour laquelle nos ONG ont réuni des acteurs ayant un rôle déterminant dans la gestion de l'eau, en Belgique et ailleurs. Société wallonne des eaux, Banque européenne d'Investissement, entreprise Suez, Banque mondiale, Commission européenne, représentants de partis politiques belges et membres de la société civile⁵. Malgré leur diversité, les acteurs présents sont tous d'accord : l'eau est un droit.

Pourtant, dans la réalité, s'il y a accord sur le principe, la position sur les moyens divergent.

À l'examen des programmes politiques et des moyens financiers mis en œuvre, force est de constater que l'accès à l'eau n'est pas une priorité et ce malgré les engagements pris par les Nations Unies en l'an 2000. Cette année-là en effet, la plupart des pays du monde (dont la Belgique) ont adopté un texte reprenant huit objectifs pour le développement. L'eau apparaît dans l'objectif 7 « (...) *réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou qui n'ont pas les moyens de s'en procurer (...) et mettre fin à l'exploitation irrationnelle des ressources en eau, en formulant des stratégies de gestion de l'eau aux niveaux régional, national et local, permettant notamment d'assurer aussi bien un accès équitable qu'un approvisionnement adéquat (...)* ».

Nos ONG ont fortement soutenu ces engagements dont le but est de réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Mais aujourd'hui, sept ans plus tard, le bilan est mitigé : si les Objectifs du Millénaire pour le développement ont ouvert un espace de débat sur les questions internationales, l'éradication de la pauvreté dans le monde n'est toujours pas une priorité.

Gestion publique ou gestion privée ?

Pour certains, la gestion de l'eau serait plus efficace et profitable à tous si elle était confiée au secteur privé. Pourtant, il existe de nombreux cas où le privé a échoué. Ainsi, à Cochabamba, en Bolivie, la concession octroyée à « *Aguas del Tunari* » (filiale de la Société nord-américaine Bechtel) et la hausse des prix qui s'ensuivit a été à la base d'un grave conflit social.

Le cas de Grenoble, en France, est aussi emblématique : la privatisation du secteur de l'eau en 1989 a été menée malgré une forte opposition citoyenne et réalisée de manière frauduleuse, par corruption notamment. Contrairement à ce qui avait été promis, aucune amélioration du service n'a été constatée, et par ailleurs, le prix de l'eau a augmenté.

Dans ces deux cas, la gestion du service de l'eau est retournée au secteur public. Bien entendu, le fait de la gestion publique ne garantit pas cependant la qualité de l'eau et l'efficacité du service. Encore faut-il que le secteur public ait la volonté, et les moyens, de mener à bien sa responsabilité de gestion du secteur de l'eau.

Dans les cas où, par manque des compétences requises ou des ressources nécessaires aux investissements projetés, le secteur public est amené à sous-traiter avec le secteur privé,

⁵ Table ronde du 1^{er} février 2007 « Privatiser l'eau : recette à tout prix ? ».

certaines critères doivent être impérativement respectés. L'expérience d'échecs de la privatisation vécus par certains pays nous conduit à revendiquer des contrats sévères, basés sur la réalité locale et impliquant la présence d'un régulateur indépendant et compétent qui veille aux termes du contrat et contrôle sa mise en œuvre.

Enfin, la participation des citoyens est essentielle, non seulement comme consommateurs, mais aussi comme acteurs du débat politique.

Initiatives publiques et individuelles

Soulignons ici une importante initiative politique belge qui nous implique directement comme consommateurs. La Région wallonne a, en effet, décidé de créer un fonds de solidarité internationale de l'eau. En clair, chaque m³ d'eau consommé sera taxé. L'équivalent de 1,5 euro par ménage et par an viendra alimenter un fonds destiné à appuyer la coopération avec les pays en développement. Il est aussi prévu que 2 millions d'euros soient ainsi annuellement récoltés et injectés dans le secteur de l'eau dans les pays du Sud.

Chacun d'entre nous peut également à son niveau et selon ses possibilités, être « source » de changement car nos actions individuelles et quotidiennes sont aussi des actions politiques! En consommant malin, par exemple.

Saviez-vous que les fruits et légumes que nous consommons hors saison sont souvent cultivés sous serres dans des régions arides ? Cela nécessite beaucoup d'eau !

Les économies d'eau quotidiennes sont également bienvenues. Réparer un robinet qui fuit n'aura peut-être pas de conséquence directe sur l'eau dans le monde, mais le respect de cette ressource rare n'est-il pas un modèle à transmettre aux générations futures ?



Axelle Fischer, Commission Justice et Paix
Juin 2007.

Sans être exhaustif, voici quelques pistes « pour en savoir plus » :

BOUGUERRA Larbi : *Des batailles de l'eau. Pour un bien commun de l'humanité ;* éd. Charles Léopold Meyer ; septembre 2003.

Entraide et Fraternité, Justice et Paix : *L'eau, un droit pour tous ! ;* janvier 2005.

Entraide et Fraternité, Justice et Paix : *Soif d'eau. Un droit économique et social pour toutes et tous.*

Entraide et Fraternité, Justice et Paix : *Eau secours ;* Cd-rom pédagogique.

PETRELLA Riccardo : *L'eau, bien commun public. Alternatives à la «pétrolisation» de l'eau ;* éd. de l'Aubre ; avril 2004.

SAUR Léon : *L'eau, enjeu de conflit ;* Justice et Paix ; janvier 2005.

